

INTER-ACTION

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DE MARSEILLE 4/5

No 2, avril 2009

Il y a ceux qui voient la réalité et qui disent : Pourquoi ?

Et il y a ceux qui rêvent de l'impossible et qui disent : Pourquoi pas ? G. Shaw

Du local ...

Parking Lonchamp, un révélateur

Le projet de construction du parking Lonchamp constitue un révélateur. Il s'est accompagné d'un discours démagogique et mensonger destiné à travestir les pratiques détestables de la municipalité en place. A partir d'un besoin, le choix du lieu de construction sur un espace boisé classé a été décidé unilatéralement, sans véritable concertation, au mépris des règles de procédure et en l'absence d'études d'impact sur l'environnement et la santé publique. Et au-delà de toute mesure dans la manière inexacte de rapporter les faits, Mr Bruno Gilles, Maire UMP des 4ème et 5ème arrondissements, affirme que ce projet a fait l'objet d'un vote à l'unanimité,

alors même que les élus communistes sont intervenus pour en dénoncer la nature et les modalités de sa mise en œuvre.

Les riverains du parc et les marseillais, au nombre desquels les militants communistes, se sont mobilisés pour s'opposer à cette construction. Ils demeurent aujourd'hui mobilisés... Des recours contentieux ont été engagés. Rien n'est joué ! A travers le dossier, démonstration est faite de la nécessité de mettre en place des dispositifs de participation des citoyens à l'élaboration de décisions qui les concernent directement.

Noël Luzi

Internet et Libertés, les liaisons dangereuses

Le projet de loi "Création et Internet" (Hadopi) en discussion à l'Assemblée Nationale, a théoriquement pour but la juste rémunération des artistes. Qu'en est-il en réalité ? Tous les internautes devront avoir sur leur ordinateur, un logiciel espion, qu'ils devront payer, afin d'être surveillés. L'Hadopi décidera sans possibilité de recours de l'internaute, la suspension de la connection internet en cas de téléchargement suspect, la justice étant contournée. Exit la présomption d'innocence au profit d'une présomption de culpabilité. Le parlement européen vient pourtant de voter que "garantir l'accès de tous les citoyens à internet équivaut à garantir l'accès de tous les citoyens à l'éducation", et par conséquent, " un tel accès ne devrait pas être refusé comme une sanction par des gouvernements ou des sociétés privées". (481 pour, 25 contre et 21 abstentions).

Comme on s'en aperçoit dans ce texte le Parlement européen joue un rôle non négligeable, il rend sans doute obsolète ce projet de loi avant qu'il ne soit voté. A suivre : <http://www.laquadrature.net> <http://www.april.org/hadopi> <http://www.vinylunity.com/>

Marcel Mondy

La campagne européenne est lancée ... dans l'indifférence quasi générale. Il est vrai que certains à droite, comme chez certains sociaux-libéraux, considèrent les enjeux européens comme trop importants pour être confiés aux peuples.

Trop éloigné du peuple, les enjeux européens ? Que ceux qui le pensent aillent l'expliquer aux salariés de la réparation navale de l'UNM qui voient leur outil de travail saccagé par le patronnat avec l'aval de la droite se réfugiant derrière les contraintes européennes. L'expliquer aux chercheurs qui se battent depuis deux longs mois contre des réformes en filiation directe avec la stratégie de Lisbonne. L'expliquer aux postiers qui luttent contre la privatisation imposée par la concurrence libre et non faussée. A tout ceux qui souffrent de cette crise financière dont l'origine reste le capitalisme financier promu par les différentes commissions européennes. Il est temps que les enjeux européens soient sur la table. C'est un des objectifs de ce journal.

Jean-Noël Aqua

Stop a la précarité des jeunes !

Aujourd'hui, même pour les jeunes formés à un métier, l'accès à un emploi à plein temps correctement rémunéré n'est plus garanti. Même avec des salaires inférieurs, l'entrée dans le monde du travail est semé d'obstacles, souvent faite de stages, de contrats temporaires sans garantie de renouvellement (1 jeune sur 5), de temps partiels contraints qui plongent les jeunes dans l'insécurité et pose le problème de l'autonomie. En effet, ce statut précaire les empêche d'accéder à une indépendance financière et les contraint à rester d'avantage au domicile familial faute de revenus suffisants. En résumé, c'est pour eux l'impossibilité non seulement de satisfaire à leurs besoins économiques dans le présent, mais aussi de se projeter dans l'avenir. Il est plus que temps d'inverser les choix politiques afin de donner la priorité au social et redonner l'espoir aux jeunes.

Marion Milani

DE CRISE EN CRISE ...

Si l'immobilier en général est en crise, c'est le logement social qui est le plus durement touché : les dépenses engagées dans ce secteur représentent 1.79% du PIB, soit le niveau le plus bas atteint depuis 30 ans. En 2008 on a construit moins de logements qu'en 2007, le budget du ministère du logement est réduit de 9% en 2009. Le livret A offert aux banques va diminuer les fonds de la caisse des Dépôts et Consignations pour le logement social. Le 1% logement, utile à l'attribution de logements sociaux pour les salariés, va être imputé de 850 millions par an pendant 30 ans, détournés par la loi Boutin afin de financer des opérations relevant du budget du ministère du logement. Enfin, les offices HLM devront racheter 30 000 logements à des promoteurs immobiliers qui n'ont pas trouvé d'acquéreux.

La loi Boutin, votée par les parlementaires de droite, va instaurer une précarité locative et diminuer de 10% le nombre de prétendants à une HLM par l'abaissement de 10% du plafond de ressources et provoquer des expulsions pour dépassement de ce plafond.

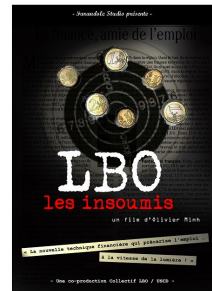
Le PCF propose la création d'un service public national du logement, décentralisé et doté d'un pôle financier public. Un tel choix permettrait une sécurité sociale du logement social sans s'opposer à l'accession à la propriété grâce à une politique du crédit adaptée aux besoins des jeunes et des ménages. Les réponses de Sarkozy ne connaissent aucune limite en enfoncent les unes après les autres, les couches populaires dans l'insécurité, la précarité et l'appauvrissement. Il est grand temps de changer de politique en France et en Europe.

Auguste Cabano

Crise financière, crise du capitalisme : Quelles alternatives ? Quels pouvoirs des salariés ?

Projection-débat autour de "LBO, les insoumis",
en présence de Philippe Matzkowski, Collectif LBO-CGT,
et Isabelle Pasquet, sénatrice PCF

Jeudi 16 avril, 18h30, 64 rue Astruc, Marseille 5ème



L'EUROPE AU GOUT DU MASSACRE SOCIAL :

LYONDELL BASELL FOS, ARCELOR-MITTAL FOS,
ASCOMETAL, STMICRO, ATMEL A ROUSSET,
CENTRALE DE GARDANNE, PECHINEY
GARDANNE, UNM A MARSEILLE.

Et la liste pourrait s'allonger. Le lien entre toutes ces entreprises qui représentent des centaines d'emploi ? Des licenciements, des liquidations, du chômage technique, des sanctions autoritaires contre des salariés syndiqués, et au total, des existences en morceaux. La faute à la crise mondiale ? Mais pas que. Entre toutes ces entreprises il y a un rapport plus profond que la crise, que les libéraux disent « conjoncturelle » pour mieux nous faire croire qu'ils n'y sont pour rien et que ce n'est pas la faute du capitalisme : ce rapport c'est une Europe construite dans sa substance même sur les principes qui permettent cette démolition industrielle et sociale au nom de la rentabilité et de « la création de richesse pour l'actionnaire ». Car pour un bon nombre de ces entreprises, les stratégies de licenciements,

délocalisations, faillites, concurrence salariale et de moins disant social étaient prévues dès avant la crise. C'est le cas d'Arcelor-Mittal, Arkema ou Lyondell Bassell. L'Europe libérale, basée sur la concurrence libre et non faussée, sur le libre échange et la liberté de circulation des capitaux est le cadre parfait pour favoriser la recherche effrénée de la rente pour l'actionnaire là où elle sera la plus engrossée. Ce qui explique que, crise ou pas, les dividendes enflent toujours. Moraliser l'immoral des banquiers et actionnaires est mensonge. Pour mettre fin à ce déni de démocratie et de société permanents, seule la subversion des logiques libérales européennes par les **parlements nationaux** et le **parlement européen** peut y parvenir en inversant le rapport de force contre la droite majoritaire et en s'attaquant à la racine du mal : se réapproprier les moyens de production et se réapproprier la liberté et le pouvoir de décider ce qui est bon pour la société. Il est temps de reprendre cette liberté volée à tous par quelques chantres de la liberté.

Angélo Gianfrancesco